

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021
DECISION N° 2021-033- DB**

Date d'affichage : 1 avril 2021	<p>Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.</p>
<p>Nombre de membres : 52 En exercice : 52 Quorum : 27</p>	<p>Membres présents en séance :</p>
<p>Présents: 41 Excusé(s) : 7 dont pouvoir(s) : 5 Absent(s) : 4</p>	<p>Présents : (41) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.</p>
<p>Nombre de votants : 44</p>	<p>Excusé(s) : (7) Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND</p>
<p>Secrétaire de séance :</p>	<p>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET</p>
<p>M. Pierre-Yves DOUET.</p>	<p>Absent(s) : (4) Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD</p>

MANDAT D'ÉTUDES PRÉALABLES À INTERVENIR ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET ALTER PUBLIC CONCERNANT LE RECENSEMENT DE FRICHES INDUSTRIELLES ET URBAINES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE SAUMUR VAL DE LOIRE

La reconversion des friches est, dans un contexte de forte pression foncière et de réponse aux objectifs de zéro artificialisation nette, un enjeu majeur pour l'aménagement durable d'un territoire. Cela est d'autant plus vrai en Saumurois où le foncier économique devient une denrée de plus en plus rare alors, que le contexte économique est favorable et de nombreux projets d'extension d'entreprises mais également d'implantation d'entreprises nouvelles sont observés.

Ces friches économiques, mais aussi urbaines, représentent ainsi de réelles opportunités foncières permettant de nouvelles possibilités pour de l'habitat mais également de nouvelles capacités d'accueil pour les entreprises industrielles, commerciales ou tertiaires.

Pour pouvoir mobiliser ces espaces, il convient d'une part, de pouvoir les identifier et d'autre part, d'évaluer précisément leur potentiel de réemploi.

Ainsi, il est proposé de missionner la SPL ALTER Public, dont la Communauté d'Agglomération est actionnaire, pour lui confier une mission de coordination, de pilotage et de suivi d'études, lesquelles seront confiées à des tiers.

Recours de réclamation en préfecture
049-202071876 02340497-2021-033-SP-7-05
Date de réclamation : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Cette mission consiste en la réalisation d'études préalables permettant l'identification et la caractérisation des friches industrielles et urbaines sur le périmètre d'études, à savoir le territoire de la Communauté d'Agglomération, ainsi qu'une première réflexion sur leur potentiel d'évolution.

Il s'agit :

1) d'un recensement des sites par :

- l'analyse de documents réglementaires (PLUI, PLH, SCOT)
- une identification, à partir de bases de données dédiées
- d'échanges avec les représentants des collectivités locales (élus et services)

2) d'une analyse et hiérarchisation des différentes friches recensées afin d'élaborer une cartographie globale et une grille de lecture multicritères en fonction des contraintes et des potentiels de chaque site,

3) d'une synthèse sous forme de fiches descriptives afin de dresser le portrait complet de chacun des sites,

4) d'une synthèse sur le potentiel global de développement à l'échelle du territoire.

Le montant des dépenses pour la réalisation de ces études est évalué à 25 800 € HT auxquelles viendraient s'ajouter la rémunération d'ALTER Public fixée à 10 000 € HT.

Dans le cadre de la réalisation de cette mission, un soutien financier de la Banque des Territoires peut être mobilisé à hauteur de 50 % du montant total des dépenses éligibles engagées.

Ainsi, le plan de financement prévisionnel du programme se décomposerait comme suit :

Dépenses			Recettes	
	en € HT	En € TTC		En € TTC
Prestation bureau d'études spécialisé	25800	30960	Banque des Territoires (50 %) * les frais divers ne sont pas éligibles au financement de la Banque des Territoires	21480
Divers	4000	4800	CA SVL (autofinancement)	26280
Rémunération ALTER Public	10000	12000		
TOTAL	39800	47760	TOTAL	47760

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président et au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Considérant que la reconversion des friches est, dans un contexte de forte pression foncière et de réponse aux objectifs de zéro artificialisation nette, un enjeu majeur pour l'aménagement durable d'un territoire. Cela est d'autant plus vrai en Saumurois où le foncier économique devient une denrée de plus en plus rare alors, que le contexte économique est favorable et de nombreux projets d'extension d'entreprises mais également d'implantation d'entreprises nouvelles sont observés ;

Considérant que ces friches économiques mais aussi urbaines représentent ainsi de réelles opportunités foncières permettant de nouvelles possibilités pour de l'habitat mais également de nouvelles capacités d'accueil pour les entreprises industrielles, commerciales ou tertiaires ;

Considérant que pour pouvoir mobiliser ces espaces, il convient d'une part, de pouvoir les identifier et d'autre part, d'évaluer précisément leur potentiel de réemploi ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-033-DB-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Considérant qu'il est proposé de missionner la SPL ALTER Public, dont la Communauté d'Agglomération est actionnaire, pour lui confier une mission de coordination, de pilotage et de suivi d'études, lesquelles seront confiées à des tiers ;

Considérant que cette mission consiste en la réalisation d'études préalables permettant l'identification et la caractérisation des friches industrielles et urbaines sur le périmètre d'études, à savoir le territoire de la Communauté d'Agglomération, ainsi qu'une première réflexion sur leur potentiel d'évolution ;

Considérant le montant des dépenses pour la réalisation de ces études est évalué à 25 800 € HT auxquelles viendraient s'ajouter la rémunération d'ALTER Public fixée à 10 000 € HT.

Considérant que dans le cadre de la réalisation de cette mission, un soutien financier de la Banque des Territoires peut être mobilisé à hauteur de 50 % du montant total des dépenses éligibles engagées ;

Considérant l'exposé ci-dessus ;

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- **DE CONFIER**, par voie de mandat à ALTER Public, la coordination, le pilotage et le suivi de l'ensemble des études préalables permettant l'identification et la caractérisation des friches industrielles et urbaines sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

- **D'APPROUVER** les termes du contrat de mandat et en particulier le montant de la rémunération fixée à 10 000 HT, rémunération qui s'ajoute au montant du programme d'études prévisionnel d'un montant de 25 800 € HT,

- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel de l'opération,

- **DE SOLLICITER** un co-financement auprès de la Banque des Territoires au taux de 50 % des dépenses éligibles ainsi que de tout autre partenaire le cas échéant,

- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer le contrat de mandat,

- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer ou faire signer tout document nécessaire à la réalisation du programme d'études.

Ne peuvent pas prendre part au vote Monsieur Jackie GOULET et Madame Sylvie PRISSET.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 44 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021 Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7. Finances locales	7.10 Divers 7.10.6 Autres
-------------------	---------------------	---------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »